

# LES CHIFFRES DU MOIS

# 185

Pendant les six premiers mois de l'année, 185 personnes ont eu un accident à cause d'une mine antipersonnel, dont 45 enfants. La Birmanie est l'un des trois pays au monde, avec l'Afghanistan et la Colombie, qui comptent le plus de victimes de ce fléau. Et le seul pays au monde qui utilise toujours des mines. Aucune opération de déminage humanitaire n'a été autorisée.



## Karen State, Myanmar



# 99

99 % des plaintes reçues par le comité gouvernemental mis en place en 2016 dans l'état Karen pour répondre aux griefs de la population ont trait à des questions d'accès aux terres et d'accaparement impliquant l'armée, le gouvernement, mais aussi les organisations armées ethniques et des entreprises.

# 400 000

Plus de 400 000 emplois dans l'industrie du vêtement, un secteur clé de l'économie, seraient directement menacés par l'éventuelle levée des préférences commerciales que l'Union Européenne envisage à titre de sanction face aux violations massives des droits humains documentées en Birmanie.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE



### Le rapport des enquêteurs de l'ONU devant le Conseil de sécurité

A la demande de neuf de ses Etats membres, parmi lesquels la France, le Conseil de sécurité de l'ONU a organisé, le mercredi 24 octobre, une réunion d'information au cours de laquelle les enquêteurs de l'ONU ont présenté leur rapport. La Chine et la Russie, opposées à la tenue de cette réunion, n'ont pu l'empêcher. En marge de cette réunion, Marzuki Darusman, le président de la Mission d'établissement des faits, a déclaré que le génocide des Rohingya se poursuivait. Cette étape marquera-t-elle un tournant dans la réponse apportée par la communauté internationale ? Le Royaume-Uni coordonne l'action du Conseil de sécurité sur la Birmanie et son ambassadeur aux Nations Unies, Karen Pierce, a déclaré qu'elle allait pousser à une action sur la justice pour mettre un terme effectif à l'impunité de l'armée birmane. L'Australie a annoncé des sanctions individuelles à l'encontre de cinq hauts-gradés de l'armée birmane, à l'exception de Min Aung Hlaing, et la Suisse a renforcé son régime de sanctions.

### Accord de cessez-le-feu national : trois ans après...

Le 15 octobre 2015, un accord de cessez-le-feu national était signé avec huit groupes armés ethniques. Trois ans plus tard, les négociations entre les dix groupes ethniques armés aujourd'hui signataires, l'armée birmane et le gouvernement, sont dans une impasse. Dans une analyse publiée le 18 octobre, Progressive Voice, la FIDH et Altsean Burma s'inquiètent face à la persistance des attaques menées à l'encontre des populations civiles. Ces organisations font le constat d'un processus de paix chancelant et soulignent que l'armée birmane demeure le principal obstacle au processus de paix : elle entrave la négociation, refuse d'aborder des thèmes cruciaux comme le fédéralisme et les droits ethniques, passe outre certaines dispositions de l'accord de cessez-le-feu et continue de commettre des violations massives des droits humains en toute impunité. Une impunité confortée par la politique actuelle du gouvernement civil en matière de libertés...



### Mobilisations villageoises contre des projets à impact environnemental et humain dévastateur dans les états Kachin et Shan

A l'occasion du 7e anniversaire de la suspension du projet controversé de barrage hydroélectrique de Myitsone dans l'état Kachin, plus de 1500 environnementalistes et villageois se sont rassemblés à Tanghphe, le 1er octobre, pour demander son abandon définitif. L'un des participants s'interroge : le gouvernement préfère-t-il la prospérité des entreprises chinoises à la vie de ses concitoyens ? Aung San Suu Kyi était opposée au projet lorsqu'elle était dans l'opposition, mais depuis son arrivée au pouvoir elle indique vouloir trouver une "solution satisfaisante" pour la Chine et son pays.

Dans l'état Shan, se sont plus de 700 personnes qui ont manifesté le 29 septembre dernier contre un projet de mine de charbon dans le township de Laïkha. Ils dénoncent la pollution de l'air et de l'eau qu'entraînera le projet dans la région, au détriment de ses habitants. Ces derniers ont écrit aux autorités locales pour demander l'abandon du projet. Un projet envisagé sur des terres confisquées par les militaires en 1996.

### Propagande haineuse de l'armée sur Facebook : une campagne systématique



Le rôle de Facebook en Birmanie en tant que vecteur de haine a déjà été souligné. Dans une enquête publiée le 15 octobre 2018, le New York Times révèle l'ampleur du phénomène et sa ramification directe avec l'armée. Une équipe de personnel militaire de plusieurs centaines de personnes a été chargée de diffuser massivement des messages de propagande anti-Rohingya et anti-musulman sur le réseau social. D'anciens responsables militaires, notamment, ont accepté de témoigner sous réserve d'anonymat par crainte pour leur sécurité. Ils dévoilent « une campagne systématique sur Facebook qui s'étend sur au moins cinq ans ». Certains officiers birmanis auraient été formés aux techniques de propagande en Russie. De faux comptes ont été créés et des pages de divertissement populaires mises en place, avant d'être utilisées pour relayer des messages viraux à caractère politique, raciste et violent. Ces pages, directement liées aux militaires, auraient été fermées par Facebook à la suite de l'enquête du New York Times. Elles comptaient pour certaines 1,3 millions d'utilisateurs. En 2017, cette campagne a relayé des rumeurs d'attaque imminente auprès des « communautés » musulmanes et bouddhistes pour attiser la défiance et générer un sentiment de peur instrumentalisé par l'armée. Facebook, qui confirme l'existence de cette campagne, a tardé à réagir. Les mesures prises sont-elles à la hauteur de la situation?

### Répression des chrétiens par l'armée Wa

La région auto-administrée Wa, située dans l'état Shan, est marquée ces dernières semaines par l'intervention de l'armée Wa (USWA United Wa State Army) à l'encontre de religieux chrétiens accusés de vouloir déstabiliser la région. Plus de cent églises ont été fermées, et certaines détruites, au motif qu'elles auraient été construites sans autorisation. Des dizaines de religieux chrétiens ont été interpellés et détenus, avant d'être libérés. Certains seraient encore détenus et d'autres auraient reçu un ordre d'expulsion. Les habitants de la région Wa, dans laquelle cohabitent 17 nationalités ethniques, célèbrent pour la plupart le culte des esprits. Mais ils comptent aussi des bouddhistes et les chrétiens représentent environ 30 % de la population. L'armée Wa, le plus puissant groupe armé ethnique du pays, est connue pour ses relations de proximité avec la Chine. Et ces événements seraient en lien direct avec la répression que mène actuellement la Chine à l'encontre des organisations et églises chrétiennes dans le cadre de restrictions adoptées en février 2018.



**SHAN HUMAN RIGHTS FOUNDATION**

### Un fermier tué d'une balle dans le dos par l'armée dans le nord de l'état Shan : les militaires négocient leur impunité avec la famille du défunt

Le 1er octobre, Sai Ai Htun, un fermier âgé de 34 ans, a été tué d'une balle dans le dos par des militaires près de sa ferme dans le township de Kyaukme. Il a simplement fait demi-tour sur sa mobylette à la vue d'une patrouille qui circulait à proximité des oléoducs et gazoducs chinois traversant la Birmanie. Selon la Shan Human Rights Foundation (SHRF), l'armée a reconnu avoir tué un homme "par erreur" auprès de responsables locaux et rencontré la famille, qui s'était rendue à la police, pour la dissuader de porter plainte. Celle-ci a ensuite reçu un million de kyats, un sac de riz, trois bouteilles d'huile de cuisson, un kilo de sucre et un paquet de café. S'il est rare que l'armée admette avoir tué un civil, l'accord conclu avec la famille met cruellement en lumière la vulnérabilité des communautés et leur manque d'accès à la justice dans les zones de conflit, comme le souligne Frontier Myanmar, qui relaie cette information. Il s'agit d'un cas parmi tant d'autres de vies fauchées, dans un contexte où la population, qui craint l'armée, risque à tout moment de le payer de sa vie, pour avoir seulement voulu éviter ses soldats.

**AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE**

# LE FOCUS DU MOIS

## Fermeture des “camps de déplacés” dans l'état d'Arakan : les acteurs humanitaires confrontés à un cruel dilemme

L'incendie accidentel qui s'est déclaré le vendredi 19 octobre dans le “camp de déplacés internes” « Ohn Taw Chay », situé à environ 24 kilomètres de Sittwe dans l'état d'Arakan, a entraîné la mort de six Rohingya et laissé plus de huit cents personnes sans abri. Comme l'indique l'OCHA, le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU, les incendies sont fréquents dans les “camps de déplacés” de l'état d'Arakan en raison de leur surpeuplement et des conditions de vie qui y règnent.

Plus de 128 000 personnes déplacées par les violences de 2012, Rohingya pour la plupart, survivent jusqu'à présent dans ces camps, sans liberté de mouvement, sans perspective d'éducation et sans opportunité économique. Leur survie dépend entièrement de l'aide apportée par les acteurs humanitaires présents sur place.

La fermeture de ces “camps de déplacés” est l'une des recommandations de la Commission consultative sur l'État d'Arakan, dite Commission Kofi Annan, mise en place en 2016 et chargée de proposer des mesures en vue d'améliorer la situation dans l'état d'Arakan.

### Fermeture des “camps de déplacés”, poursuite de la politique d'apartheid

Les autorités birmanes se sont engagées à fermer près de vingt camps dans les environs de Sittwe dans les prochains mois. Mais cette fermeture annoncée soulève plus de questions qu'elle n'annonce de réponses aux souffrances et privations endurées par les Rohingya.

Rien n'indique en effet que cette fermeture soit programmée dans l'esprit d'améliorer la situation des Rohingya. Jusqu'à présent l'annonce de la mise en œuvre des recommandations de la Commission Kofi Annan par le gouvernement birman semble davantage relever d'une concession tactique face aux pressions internationales.

Les acteurs humanitaires qui viennent en aide aux populations déplacées dans les camps sont en effet confrontés à un dilemme cruel, qui ne va qu'en grandissant. Car la situation d'apartheid dans laquelle vivent les Rohingya demeurés en Birmanie perdure et les acteurs humanitaires en sont les témoins quotidiens. Le malaise personnel et professionnel éprouvé face à une situation si dramatique et qui ne s'exprimait qu'à mots couverts, tend à se faire public.

Les modalités de la fermeture des “camps de déplacés internes” dans l'état d'Arakan inquiètent acteurs humanitaires et officiels de l'ONU, car il semblerait qu'elles s'inscrivent toujours dans le cadre d'une politique d'apartheid. Une enquête publiée par « Frontier Myanmar » le 17 octobre 2018 rapporte que les autorités birmanes projettent de construire des abris permanents pour les personnes déplacées sur les sites ou à proximité des camps existants sans consulter les personnes concernées et sans aucune considération des garanties de leurs droits, en particulier de leur liberté de mouvement.

La fermeture de camps par la construction de « logements » sur les mêmes sites que les camps fermés (« la villagification »), sans permettre aux personnes concernées de retourner sur leurs lieux d'origine ou de bénéficier de la liberté de mouvement pour se rendre ailleurs n'apporte aucune évolution à la situation actuelle. Sans liberté de mouvement, les déplacés, pour la plupart apatrides, n'ont aucune perspective d'accès aux services de base, à des opportunités d'insertion économique, à la santé, à l'éducation...

L'analyse de plus en plus largement partagée par les acteurs internationaux directement concernés est que la fermeture des camps ne se fait pas dans l'esprit de la recommandation au nom de laquelle elle est menée. Et que l'aide humanitaire apportée depuis 2012 a finalement permis au système de confinement et de ségrégation mis en place par les autorités birmanes de prospérer.

Sollicités par les autorités birmanes pour participer au processus de fermeture des camps annoncé, les acteurs humanitaires s'interrogent sur la réponse la plus adaptée. L'inquiétude est telle au sein des acteurs humanitaires que l'idée de suspendre toute activité en lien avec la fermeture des camps a même été évoquée... si des critères en matière de respect des droits humains ne sont pas prévus, puis garantis.

Selon l'enquête de « Frontier Myanmar », le principal représentant de l'ONU en Birmanie, Knut Ostby, a adressé une note aux autorités birmanes le 24 septembre 2018 pour évoquer le fait que le processus en cours risque de renforcer la ségrégation existante en déniaient leurs droits fondamentaux aux personnes déplacées.

Selon un acteur humanitaire qui préfère garder l'anonymat, le scénario qui se profile est la mise en œuvre d'une politique d'apartheid de tous les musulmans, la plupart étant Rohingya, dans le centre de l'état d'Arakan. Et le fait d'avoir fourni de l'aide humanitaire dans les camps de déplacés, sans mener de plaidoyer sur les droits de ces personnes, est de plus en plus perçu par les humanitaires eux-mêmes comme un soutien de fait à la politique menée par les autorités.

Le porte-parole du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) plaide pour la levée des restrictions de mouvement comme condition préalable à toute solution sur le long-terme, tout en reconnaissant que le dilemme entre devoir d'assistance humanitaire et caution d'une politique condamnable traverse tous les acteurs confrontés à cette situation sur le terrain. Comment les acteurs humanitaires vont-ils et peuvent-ils se positionner face à ces violations continues des droits humains ?

A l'heure actuelle, rien n'indique que les autorités birmanes vont garantir la liberté de mouvement des personnes déplacées. Il est demandé aux Rohingya d'accepter de se voir délivrer une carte spécifique d'identification pour pouvoir supposément bénéficier de la liberté de mouvement. Mais ils doivent dans ce cadre accepter la mention d'une origine « bengali » sur leur carte d'identification (national verification card) et ils craignent que ce processus les maintienne dans une zone de non-droit.

## **Des perspectives de rapatriement actuellement très inquiétantes**

Dans ce contexte, comment envisager le retour des Rohingya qui ont cherché refuge au Bangladesh ? Jusqu'à présent, aucun Rohingya ayant fui la violente offensive de l'armée birmane en août 2017 n'est retourné en Birmanie par la voie officielle. Les autorités birmanes font état d'un retour de 100 Rohingya ces derniers mois, sans que l'on sache s'il s'agit de retours volontaires et que l'on ait connaissance des conditions de ce retour. Selon « Frontier Myanmar », une famille Rohingya de 5 personnes serait revenue, un retour mis en avant par les autorités birmanes... alors que dans le même temps les autorités bangladaises déclarent avec insistance que le processus officiel de rapatriement n'a pas débuté.

Les chiffres et les informations varient. Le Ministre des affaires étrangères du Bangladesh annonce qu'environ 6000 Rohingya devraient être rapatriés très prochainement, sans agenda précis. Les autorités birmanes ont quant à elles annoncé le mois dernier le retour programmé de 3000 Rohingya... Jusqu'à présent, autorités birmanes et bangladaises se renvoient mutuellement la responsabilité du report de tout processus de rapatriement.

Des discussions sur le rapatriement des Rohingya qui se trouvent au Bangladesh, sur ses modalités et sur son agenda sont bien en cours actuellement, mais rien n'indique que les conditions et garanties préalables en termes de sécurité et de droits ne fassent partie des négociations.

La Chine, opposée à toute « internationalisation » de la crise Rohingya et qui fait obstacle à toute résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur les enjeux de justice, se pose en médiateur pour permettre et accélérer le rapatriement des Rohingya. Elle a ainsi impulsé des réunions entre représentants du Bangladesh et de la Birmanie, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Mais la Chine partage l'analyse des autorités birmanes selon laquelle les « événements » d'août 2017 ne seraient qu'une opération légitime de contre-insurrection menée par les forces de sécurité birmane confrontées à une « menace terroriste ». On peut craindre que le rapatriement des Rohingya dans ce contexte ne se fasse ni sur une base volontaire, ni dans un cadre qui garantisse leur sécurité et leurs droits...

Les « villages modèles » que les autorités birmanes seraient en train de construire dans le nord de l'état d'Arakan dans le cadre de ce retour annoncé devraient faire l'objet de la plus grande vigilance par rapport à leurs habitants destinés, dans un contexte où des nationalistes et politiques arakanais revendiquent la séparation des « communautés » musulmanes et rakhine et déclarent vouloir faire du territoire au sud de Maungdaw une « zone sans musulman ».

Dans un communiqué du 5 octobre 2018, le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) indique que les conditions actuelles dans le nord de l'état d'Arakan ne permettent pas aux Rohingya de rentrer dans des « conditions sûres, dignes et durables » selon l'expression consacrée. De retour de mission en Birmanie, l'Envoyée spéciale de l'ONU, Christine Schraner Burgener, a déclaré que « tous leurs droits humains doivent être garantis, et respectés, en commençant par la liberté de mouvement et un égal accès à l'éducation et à la santé.

Ils doivent pouvoir vivre en sécurité, tandis que la présence de l'ONU et de ses partenaires sur leur lieux de retour donnerait confiance aux réfugiés et déplacés dans le processus » envisagé.

Mais l'accès au nord de l'état d'Arakan reste jusqu'à présent très restreint. Dans le cadre de la mise en oeuvre du mémorandum d'accord signé entre la Birmanie, le HCR et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour le rapatriement des Rohingya présents au Bangladesh, l'ONU a effectué une première visite d'évaluation : en septembre 2018, des agents de l'ONU ont ainsi accédé à 23 villages, ce qui représente un accès très restreint. Une deuxième mission d'évaluation est actuellement en cours. On ne connaît pas encore les conclusions de la première visite effectuée. Mais « la défiance, la peur et le sentiment d'insécurité prévalent dans de nombreuses zones » selon les premières déclarations des agents de l'ONU qui se sont rendus sur place. L'Envoyée spéciale de l'ONU, Christine Schraner Burgener, a souligné le besoin urgent d'un accès complet et d'une évaluation complète dans le nord et le centre de l'état d'Arakan.

Au lendemain de la publication du rapport des enquêteurs de l'ONU qui fait état d'éléments de génocide à l'encontre des Rohingya, des médias internationaux se sont rendus dans le nord de l'état d'Arakan. Leur visite de septembre 2018 était totalement contrôlée par les autorités birmanes. Les reportages (Washington Post, CNN...) parus dans la presse sont édifiants. Le contexte est au déni total des crimes documentés par l'ONU et par les organisations de défense des droits humains et l'on peine à imaginer les Rohingya rentrer volontairement en Birmanie actuellement.

L'ASEAN, qui indique attendre que le rapatriement volontaire des Rohingya débute bientôt, met en avant la nécessité de faire rendre des comptes. Singapour, qui assure actuellement la présidence de l'ASEAN, affirmait récemment par la voix de son Ministre des affaires étrangères, Vivian Balakrishnan : « nous avons besoin d'un climat dans lequel il y a des opportunités de réconciliation, des garanties de justice et d'égalité et ultimement, de meilleures opportunités pour toutes les communautés ». En des termes plus explicites, Marzuki Darusman, président de la Mission d'établissement des faits de l'ONU, déclarait le 24 octobre 2018 devant le Conseil de sécurité que les Rohingya qui n'ont pas quitté l'Etat d'Arakan sont "gravement menacés" et qu'y renvoyer ceux qui ont fui reviendrait à les condamner à être traité en "sous-hommes" et les exposerait « à de nouveaux massacres ».



**EN SOUTENANT INFO BIRMANIE,  
VOUS VOUS MOBILISEZ AVEC NOUS  
POUR LA JUSTICE EN BIRMANIE!**

**DECouvrez NOTRE CAMPAGNE "ENSEMBLE POUR LA JUSTICE EN BIRMANIE" :**  
<https://www.helloasso.com/associations/info-birmanie/collectes/ensemble-pour-la-justice-en-birmanie>

**AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE**

Info Birmanie  
La Ruche - 24, rue de l'Est - 75020 Paris  
07 62 80 61 33  
infobirmanie@gmail.com  
[www.info-birmanie.org](http://www.info-birmanie.org)